

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 22 Février 2011

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Parfums Christian DIOR

Commune de SAINT JEAN DE BRAYE

Extension des activités

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 14 mars 2008, Monsieur BOSQ, agissant en qualité de chef d'établissement des Parfums Christian DIOR, dont le siège social est actuellement situé 33 Avenue Hoche – 75008 PARIS sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de produits cosmétiques, 185 Avenue de Verdun, section AW : parcelles n°12, 80, 109, 112, 113, 115, 119, 120, 121, 122 et 125 sur la commune de SAINT JEAN DE BRAYE et section A : parcelles n°1366, 1369, 1371, 1375 et 1376 sur la commune de BOIGNY SUR BIONNE (création d'un nouveau centre de recherche et de développement).

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 2 janvier 2008, complété le 14 mars 2008 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 28 avril 2008.

Ce dossier tient compte des compléments demandés à l'industriel par les différents services de l'état et par l'inspecteur des installations classées concernant notamment les moyens de défense contre l'incendie et les caractéristiques des installations équipant le nouveau centre de recherche et de développement (compresseurs, groupes de réfrigération, installations de combustion, pompe à chaleur).

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

La demande concerne l'extension du site par la création d'un centre de recherche et de développement et l'actualisation des prescriptions applicables à l'ensemble de l'établissement. Suite aux modifications intervenues dans l'ensemble de l'établissement et dans la nomenclature des installations classées, le classement des activités ci-dessous est actualisé.

Rubrique	A,E,D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
1432.2°a	A	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³.	3 cuves enterrées d'éthanol : 45 m³ 1 cuve enterrée d'éthanol de rinçage : 20 m³ 1 cuve aérienne d'éthanol : 6 m³

			20 m³ de matières premières inflammables (local spécifique) 350 m³ de parfums et vernis contenus dans les produits finis (stockage CID) 3 cuves de fioul domestique : 4 m³ (groupes motopompes) 2 m³ de fioul domestique (centre de R et D) Cap. équivalente totale : 390,2 m³
1433.Aa	A	Installations de simple mélange à froid de liquides inflammables. La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente est supérieure à 50 tonnes.	900 m³ de parfums (cave à parfums) 20 m³ d'acétate de butyle et d'éthyle, de vernis et base en fûts ou réservoirs (fabrication de vernis à ongles) Cap. équivalente totale : 727 tonnes
1434.2°	A	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	Zone de dépotage éthanol.
1510.2°	E	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 50.000 m³, mais inférieur à 300.000 m³.	Bâtiment G : 20.225 m³ Bâtiment A : 14.100 m³ Bâtiment CID : 18.000 m³ Volume total : 52.325 m³
1434.1°b	DC	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles. Le débit maximum équivalent de l'installation pour les liquides inflammables de la catégorie de référence est supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h.	Chaîne de conditionnement des jus parfumés . Débit maxi : 2 m³/h.
1450.2°b	D	Emploi ou stockage de solides facilement inflammables. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 tonne.	250 kg de préparations pigmentaires 100 kg de produits finis (stockage CID)
2910A2°	DC	Installations de combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fioul domestique,... La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	8 chaudières gaz d'une puissance totale de 14,36 MW 1 groupe électrogène au fioul (informatique) d'une puissance de 0,63 MW 2 groupes électrogènes au fioul (sprinkler) d'une puissance totale de 0,72 kW 1 groupe électrogène au fioul (centre de R et D) d'une puissance de 0,63 MW
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateur. La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50 kW	Bâtiment U1 : 177,86 kW Bâtiment U2 : 112,56 kW Autres : 14,52 kW Puissance totale : 304,94 kW

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

Les activités exercées par Les Parfums Christian DIOR résident dans :

- la fabrication de produits cosmétiques (parfums, maquillages et produits de soins),
- le conditionnement de produits cosmétiques,
- la distribution de produits finis,
- la recherche et le développement.

Les Parfums Christian DIOR sont implantés sur la commune de Saint Jean de Braye depuis 1973, en zone UI du PLU de la commune de Saint Jean de Braye et en zone Ut du PLU de Boigny sur Bionne. La superficie totale du site est de 55 hectares.

Le voisinage immédiat de l'établissement est constitué :

- au nord par le bois et le château de Charbonnière, les lieux-dits de La Providence et de la Grenouillère,
- au sud par l'échangeur routier entre les routes nationales N60 et N152,
- à l'ouest par des surfaces boisées, des terrains agricoles et des ensembles pavillonnaires,

- à l'est par la route nationale N152 et au-delà par des terres cultivées.

Environ 1340 personnes sont employées dans l'établissement dont 251 en recherche et développement. Les Parfums Christian DIOR font partie du groupe Louis Vuitton Moët Hennessy (LVMH) né de la fusion de Louis Vuitton et de Moët Hennessy en 1987. En 2009, le chiffre d'affaires des Parfums Christian DIOR s'est élevé à 825 millions d'euros.

Les activités exercées par les Parfums Christian DIOR sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 1993,
- les arrêtés préfectoraux complémentaires des 22 avril 1998, 20 mai 1999, 3 avril 2003, 27 avril 2004, 25 juillet 2007 et 3 mars 2010.

1.3. Présentation du projet

Les activités de recherche et de développement sont actuellement réparties au sein des bâtiments des Parfums Christian DIOR.

Le projet de construction d'un nouveau centre de recherche répond aux besoins de regroupement de toutes les activités de recherche et de développement dans un même bâtiment construit sur le même site, dans une zone éloignée des activités de production et de distribution.

Les activités exercées dans les laboratoires du nouveau centre sont les suivantes :

- recherche biologique, ethnobotanique et physico-chimique,
- développement des formulations des parfums, des soins et des maquillages,
- expertises analytiques, sensorielles, toxicologiques,
- industrialisation des formulations au moyen de pilotes.

Le nouveau centre de recherche, d'une superficie de 6600 m² sera constitué de cinq bâtiments laboratoires et d'un bâtiment administratif. Les substances ou préparations très toxiques ou toxiques seront stockées à l'intérieur de chaque laboratoire en quantité strictement inférieure à 100 kg. Les besoins complémentaires de stockage de ces matières seront regroupés dans un local extérieur au centre de recherche.

Un premier permis de construire a été déposé en décembre 2007 et a été délivré le 25 avril 2008. L'exploitant a souhaité apporter des modifications à son projet initial et a déposé le 19 mai 2010, une nouvelle demande de permis de construire. Le permis de construire a été délivré aux Parfums Christian DIOR le 21 juillet 2010.

Le projet de centre de recherche et développement a été définitivement validé fin avril 2010, il induit plusieurs modifications du dossier de demande d'extension des activités du site.

Ces modifications (diminution de la puissance initiale des installations de combustion et de réfrigération, abandon de l'installation de récupération des eaux pluviales pour l'alimentation des sanitaires) ne remettent pas en cause l'enquête publique qui s'est déroulée de juin à juillet 2008.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Les activités exercées dans le nouveau centre de recherche nécessiteront :

- le stockage et l'emploi de substances ou préparations très toxiques ou toxiques visées à la rubrique 1190 de la nomenclature des installations classées,
- l'installation de deux groupes de production d'eau glacée et l'installation d'une pompe à chaleur en complément des installations de réfrigération et de compression,
- la création et l'exploitation de deux forages pour le fonctionnement de la pompe à chaleur : un forage de prélèvement d'eau en complément du forage déjà existant sur le site et un forage de réinjection d'eau. Ces activités relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 1.3.1.0. 1° et 5.1.1.0 1° de la loi sur l'eau.

Ces évolutions constituent des modifications notables des activités autorisées par les différents arrêtés préfectoraux réglementant le site. En conséquence, les Parfums Christian DIOR ont déposé un dossier de demande d'extension des activités exercées sur leur site. Depuis le dépôt du dossier et suite aux modifications intervenues dans la nomenclature des

installations classées fin 2010, les installations de réfrigération et de compression ainsi que le stockage et l'emploi de substances ou préparations très toxiques ou toxiques ne sont plus classables.

Ce dossier a fait l'objet des enquêtes publique et administrative prévues aux articles R.512-14 à R.512-17, R.512-20 et R.512-21 du code de l'environnement.

1.5. Maîtrise de l'urbanisation

La matérialisation des effets des phénomènes dangereux maximums (incendie principalement) et l'estimation de leurs conséquences présentées dans l'étude de dangers montrent que les zones de danger associées à tous les phénomènes dangereux restent confinées à l'intérieur des limites de propriété du site compte tenu notamment de la présence de murs coupe-feu aux bâtiments CID (stockage et distribution), A (production) et G (stockage) et de la mise en place d'un rideau d'eau entre les bâtiments A et G.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique

L'enquête publique a été ouverte du 16 juin au 16 juillet 2008 inclus sur le territoire des communes de SAINT JEAN DE BRAYE, BOIGNY SUR BIONNE, SEMOY, CHECY, COMBLEUX, MARIGNY LES USAGES, VENNECY, CHANTEAU, MARDIE, ORLEANS et SAINT DENIS EN VAL.

Aucune observation n'a été portée sur les registres de ces communes.

2.2. Avis du commissaire-enquêteur

Par courrier du 18 juillet 2008, le commissaire-enquêteur a informé l'exploitant qu'il souhaitait obtenir des précisions concernant les chaudières, les tours aéroréfrigérantes, les transformateurs aux PCB, les fréons, les forages pour la pompe à chaleur, la toxicité chronique du dioxyde de titane et le GIE LVMH Développement.

Dans son mémoire en réponse du 24 juillet 2008, l'industriel a apporté les précisions suivantes :

- « - un plan d'investissements de 1,4 millions d'euros a été défini afin de remplacer d'ici à fin 2009 les matériels obsolètes,
- Suite au dépassement du seuil de 100 000 UFC/L de la concentration en légionelles en octobre 2006, l'analyse de risque des tours aéroréfrigérantes a été complètement reprise, les procédures ont été améliorées, des travaux ont été réalisés sur les installations et les traitements chimiques ont été modifiés. Suite à ces actions, aucun dépassement du seuil de 100 000 UFC/L n'a eu lieu,
- Le dernier transformateur fonctionnant aux PCB a été démantelé en 2006,
- Sur les quinze groupes froids du site, douze fonctionnent au R22, trois groupes froids fonctionnent d'ores et déjà au R134a. Nous avons identifié la nécessité de supprimer ces équipements puisqu'à compter du 1^{er} janvier 2010, le R22 neuf sera interdit à la vente avec pour horizon l'interdiction de la maintenance des équipements avec du R22 recyclé au 1^{er} janvier 2015. Un plan d'investissement de 2,8 millions d'euros a été défini afin de remplacer l'ensemble des groupes froids au R22 d'ici à fin 2009,
- La pompe à chaleur fonctionnera bien avec un débit de 100 m³/h pour le chauffage et 60 m³/h pour la climatisation,
- Le dioxyde de titane est utilisé comme filtre solaire dans la quasi-totalité des crèmes et lotions solaires. A date, l'union européenne considère que ce produit n'est pas cancérigène et ne prescrit pas de suivi médical. Toutefois, le caractère pulvérulent et la faible granulométrie de cette matière première nous amènent à protéger les opérateurs de pesée de l'inhalation de poussières. La pesée de cette matière est réalisée sous flux laminaire avec port d'un masque de protection anti-poussières FFP3,
- Nos activités actuelles de recherche et développement qui seront transférées dans le nouveau bâtiment dédié aux recherches de R et D sont assurées par le GIE LVMH Recherche dans lequel Les Parfums Christian DIOR sont effectivement majoritaires. Ce GIE est situé au sein de l'établissement Parfums Christian DIOR, les employés travaillant pour le GIE LVMH Recherche ont tous un contrat de travail Parfums Christian DIOR, ils relèvent du comité d'établissement et du CHSCT des Parfums Christian DIOR. Les locaux occupés actuellement par le GIE sont la propriété des Parfums Christian DIOR, le nouveau bâtiment dédié aux activités de R et D sera propriété du GIE LVMH Recherche. En terme de maîtrise opérationnelle, les activités industrielles, logistiques, administratives et de recherche constituent une seule entité correspondant aux Parfums Christian DIOR. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Par courrier du 22 janvier 2010, l'industriel a déclaré aux services de la préfecture du Loiret la cessation relative à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes précédemment utilisées dans son établissement. Les groupes de froid fonctionnant au R22 ont été démantelés fin 2009 ainsi que s'y était engagé l'exploitant.

Dans son rapport du 8 août 2008, le commissaire-enquêteur émet un avis favorable au projet présenté par les Parfums Christian DIOR.

2.3. Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux de Semoy, Saint Jean de Braye, Chécy et Combleux émettent un avis favorable à la demande présentée par Les Parfums Christian DIOR. Le conseil municipal d'Orléans émet un avis favorable sous réserve que la convention de rejet au réseau d'assainissement public soit modifiée pour intégrer les rejets d'eaux pluviales en qualité et en quantité.

Les autres conseils municipaux n'ont pas émis d'avis sur le projet.

2.4. Avis des services consultés

Le 18 juin 2008, le service départemental de l'architecture et du patrimoine émet un avis favorable à la demande présentée par Les Parfums Christian DIOR.

Le 14 août 2008, la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire formule l'observation suivante :

« Je tenais à vous aviser que la société DIOR possède une convention de déversement et que cette dernière sera mise à jour conformément à l'avis de la direction de l'assainissement notifié dans l'arrêté du permis de construire relatif à la construction du nouveau centre de recherche et développement. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Une réunion a été organisée début octobre 2010 entre l'exploitant et une représentante de la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire. Il a été décidé le lancement d'une étude visant à vérifier les performances du bassin tampon du site. Selon les résultats obtenus, une réflexion sera engagée afin d'étudier la possibilité d'implanter une station d'épuration interne à l'établissement.

En parallèle, la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire va réaliser une étude afin de définir les nouvelles normes de rejet à imposer à l'industriel et la convention de déversement sera alors actualisée.

Le 16 juin 2008, la direction départementale de l'équipement et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ont émis les remarques suivantes :

« Concernant les servitudes d'utilité publique : ce projet est seulement concerné par la servitude de dégagement extérieur de l'aérodrome de Bricy. Le reste du site à l'ouest est grevé par les servitudes suivantes :

- interdiction d'accès directs sur la RN60,
- présence d'une ligne électrique HT,
- zone spéciale de dégagement du faisceau hertzien Fleury/Ouzouer sur Loire.

Concernant l'urbanisme : Il existe un risque lié au transport de matières dangereuses alimentant le site : la zone à risque est composée par une bande de 50 mètres de large située de part et d'autre de la RN152 et RN160.

Concernant les conséquences sur le milieu aquatique : Le projet respecte les principes de gestion durable et équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques. Il est en effet prévu la réalisation :

- d'un forage pour l'alimentation générale du site,
- d'un doublet pour l'alimentation pompe à chaleur avec réinjection intégrale.

L'arrêté d'autorisation devra indiquer pour ces deux ouvrages les débits et les volumes maximaux prélevables. En conclusion et hormis les réserves liées à l'arrêté d'autorisation, j'émet un avis favorable sur ce dossier. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Les débits et les volumes maximaux prélevables pour l'ensemble des ouvrages exploités sur le site et imposés à l'exploitant sont précisés à l'article 4.1.1.2. du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport.

Le 9 juillet 2008, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales a formulé les observations suivantes :

« 1. Alimentation en eau potable : la majorité de l'établissement est alimenté en eau potable par le forage situé sur le site. Ce forage fait l'objet d'un contrôle sanitaire par la DDASS. La qualité de l'eau est conforme à la réglementation en vigueur. Le CID et le futur bâtiment R et D sont alimentés en eau potable par la commune de Saint Jean de Braye.

Dans l'éventualité où les deux réseaux d'eau pourraient être en contact, il est impératif qu'une disconnection soit mise en place afin que l'eau du forage ne puisse pas polluer l'eau du réseau de la commune de Saint Jean de Braye.

2. Utilisation de l'eau de pluie pour l'évacuation des excréta : dans le cadre de la construction du nouveau bâtiment R et D, il est prévu d'utiliser l'eau de pluie récupérée sur les toitures pour évacuer les excréta des sanitaires situés à l'intérieur du bâtiment.

Conformément à l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique, il n'est actuellement pas possible de mettre en place ce type de procédé. Dans un bâtiment, les excréta doivent être évacués par de l'eau potable. En effet, la présence de deux réseaux d'amenée d'eau pourrait entraîner des confusions et donc l'utilisation d'eau de pluie comme eau potable (boisson, préparation d'aliments,...).

3. Tour aéroréfrigérante : La société devra être attentive au bon entretien de ses tours aéroréfrigérantes.

4. Analyse des effets sur la santé : L'évaluation sanitaire de l'étude d'impact est réalisée conformément à la méthodologie en vigueur. Il apparaît que quelques erreurs ont été commises dans le calcul de VTR mais qui n'influencent pas les conclusions de l'évaluation de risque sanitaire. Les conclusions de cette évaluation montrent un risque acceptable pour les riverains.

J'émet un avis favorable sur ce dossier sous réserve que l'eau de pluie ne soit pas utilisée pour l'évacuation des excréta. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Par courrier du 28 avril 2010, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'abandon de son projet relatif à l'utilisation des eaux pluviales de toitures du nouveau centre de recherche et de développement pour l'alimentation des sanitaires du nouveau centre.

Le 26 juin 2008, la direction régionale de l'environnement a émis les remarques suivantes :

« Faune, flore et milieux naturels : Les installations existantes et projetées sont situées en dehors de toute zone naturelle remarquable. La construction des nouveaux bâtiments de la R et D implique néanmoins des opérations de défrichement. Je prends acte du fait que les impacts éventuels de ces opérations seront examinés dans le cadre de la demande d'autorisation de défrichement déposée fin 2007, sur la base d'une étude réalisée par l'ONF.

Je m'en remets à l'avis de la DDAF sur la demande d'autorisation de défrichement.

Eaux et milieux aquatiques :

- Substances dangereuses pour l'environnement : D'après l'étude de dangers (page 16), des substances chimiques dangereuses pour l'environnement sont utilisées sur le site. L'imperméabilisation de l'ensemble des surfaces sur lesquelles ces produits sont susceptibles d'être mis en œuvre ou déplacés n'est pas une garantie absolue d'absence de pollution des eaux, ces substances pouvant se retrouver dans les eaux de ruissellement.
- Le pétitionnaire devra tenir compte des orientations et dispositions concernant les substances dangereuses stipulées dans le SDAGE Loire-Bretagne en cours de révision et adopté par le comité de bassin du 30 novembre 2007.

Géothermie : La réinjection de l'eau utilisée dans sa nappe d'origine permet d'assurer le maintien de l'équilibre quantitatif de la nappe.

En conclusion et sans préjuger des observations complémentaires formulées par le service de la police de l'eau, j'émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus. »

Par courrier du 14 novembre 2008, l'exploitant a apporté les précisions suivantes :

« 1) Eaux pluviales :

L'ensemble des surfaces sur lesquelles les substances dangereuses pour l'environnement sont susceptibles d'être utilisées ou déplacées sont imperméabilisées.

Vous indiquez que l'imperméabilisation des surfaces n'est pas une garantie d'absence de pollution des eaux et évoquez la possibilité de retrouver des produits chimiques dans les eaux de ruissellement. Ce cas de figure serait effectivement susceptible de se produire en cas de grave accident d'un camion transportant des produits chimiques liquides par temps de pluie : les contenants dont l'intégrité aurait été affectée se videraient de leur contenu, lequel pourrait s'écouler sur la surface imperméabilisée sous l'effet de la pluie, et rejoindre ainsi notre réseau d'eaux pluviales.

La gestion du cas de figure que vous évoquez est assurée par deux mesures, l'une constructive, l'autre opérationnelle :

- il existe sur le site des réserves de produit absorbant permettant de confiner un tel déversement avant qu'il n'atteigne les grilles du réseau d'eau pluviale,
- si toutefois le déversement ne pouvait être contenu, l'ensemble des eaux de ruissellement contaminées seraient captées par le réseau d'eau pluviale qui débouche dans notre bassin d'orage. Ce bassin étanche pourrait être pompé par une société spécialisée si la composition des eaux du bassin le justifiait.

2) Eaux usées :

Certaines de nos matières premières principalement des concentrés parfumants, sont classées sous les phrases de risque R50 (très toxiques pour les organismes aquatiques), R51 (toxiques pour les organismes aquatiques), R53 (peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique), seules ou combinées.

Sur notre site, nous utilisons ces concentrés parfumants aussi bien pour fabriquer des parfums que des produits de soin et de maquillage. Lors des opérations de rinçage et de lavage de nos cuves et équipements, les très faibles quantités de matières premières présentes sur les parois des équipements vidangés avant lavage sont mises en solution. Deux cas de figure peuvent alors se produire :

- les eaux de rinçage des cuves à parfum sont collectées dans une citerne en vue de leur traitement par une société spécialisée,
- pour les produits de soin et de maquillage, les eaux de rinçage et de lavage sont évacuées dans notre réseau d'eaux usées, lequel est connecté au réseau de l'agglomération Orléans Val de Loire selon les modalités de notre convention de rejet.

Aussi, aucun rejet n'a lieu dans le milieu naturel. Par ailleurs, les 41 substances pour lesquelles des normes de qualité environnementales ont été définies dans le cadre du projet de SDAGE Loire-Bretagne, sont des pesticides, herbicides, métaux lourds, HAP, BTEX,... qui ne sont pas des matières premières cosmétiques.

Après vérification, ces 41 substances ne sont des composantes d'aucune de nos formules de parfum, produit de soin ou maquillage actuellement fabriquées sur le site. Par conséquent, nos activités sont pleinement compatibles avec les deux objectifs du SDAGE pour la maîtrise des pollutions. »

Le 1^{er} décembre 2008, la direction régionale de l'environnement a formulé les remarques suivantes :

« Par courrier du 26 juin 2008, j'ai émis sur le projet cité en objet un avis favorable assorti de réserves concernant la maîtrise des risques de pollution des eaux par des substances dangereuses et la prise en compte du SDAGE. Par courrier du 14 novembre 2008, le pétitionnaire a apporté des réponses satisfaisantes à mes observations. Les risques de pollution du milieu naturel par des substances dangereuses sont maîtrisés. Aucune des 41 substances pour lesquelles le SDAGE fixe des normes de qualité environnementale n'est utilisée sur le site. Par conséquent, je lève les réserves émises à la demande d'autorisation présentée par la société DIOR. »

Le 1^{er} août 2008, le service départemental d'incendie et de secours a formulé les observations suivantes :

« Après analyse des différents scénarios énoncés dans l'étude de dangers, il apparaît que le site ne dispose pas actuellement de moyens en eau suffisants. En effet, le scénario le plus majorant serait un feu situé dans la zone de stockage A du bâtiment principal qui représente une superficie d'environ 12 000 m². Face à un tel sinistre, le débit en eau nécessaire (calculé à partir du document technique D9) afin de parvenir à éteindre le foyer, serait de 553 m³/h. Or, actuellement, le site dispose de trois

poteaux d'incendie situés à proximité de ce bâtiment ayant un débit simultané de 196 m³/h ainsi que deux lignes disponibles auprès du bassin d'incendie. En conclusion, il manquerait 240 m³/h pour parvenir à l'extinction du sinistre.

L'industriel ayant relevé ces manques considérables en eau, a prévu dans son étude de dangers, de réaliser des travaux de mise en conformité. En effet, la société « Parfums Christian DIOR » a décidé de procéder à la création de quatre lignes supplémentaires au niveau du bassin d'incendie. Ainsi, en 2008 ce bassin sera équipé de six lignes d'aspiration.

Après examen du dossier présenté, les prescriptions suivantes devront être respectées :

- les engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage devront pouvoir accéder au bâtiment par une voie carrossable répondant aux caractéristiques préconisées par le SDIS,
- à partir de ces voies, les pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,3 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.
- par conséquent, afin de fournir le débit requis compte tenu de l'activité exercée et de la surface couverte, la défense extérieure contre l'incendie doit être complétée par la création d'une réserve incendie d'un volume minimum de 600 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 et implantée à moins de 150 mètres du risque à défendre.
- la défense intérieure contre l'incendie sera assurée par des robinets d'incendie armés conformes aux dispositions des normes françaises en vigueur, en nombre suffisant et complétée par des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.
- les stockages extérieurs de matériaux combustibles devront être distants d'au moins dix mètres de la façade du bâtiment. Si le stockage porte sur des bouteilles de gaz destiné à l'alimentation des chariots élévateurs, la distance devra être portée à quinze mètres au moins.
- si le stationnement des véhicules masque les hydrants, une signalétique devra être mise en place afin de faciliter la localisation rapide de l'emplacement des hydrants.
- la création de mezzanine au sein d'une cellule devra faire l'objet d'un avis consultatif du SDIS afin d'apprécier et de définir les dispositions adéquates en terme de la sécurité incendie.
- en complément de l'écran de cantonnement existant dans la galerie de liaison, il conviendra d'implanter une porte coupe-feu 1 heure ou à défaut un rideau d'eau présentant une qualité équivalente.

Sous réserve du respect des dispositions mentionnées ci-dessus, j'émet en ce qui me concerne un avis favorable à la réalisation de ce projet. »

Par lettre du 19 novembre 2008, l'industriel a précisé les points suivants :

« Afin de pouvoir fournir les 553 m³/h d'eau nécessaire à l'extinction d'un sinistre dans la zone de stockage du bâtiment A, nous allons comme indiqué dans votre courrier, créer quatre lignes supplémentaires au niveau de notre bassin d'incendie et prolonger les deux lignes existantes.

A contrario, nous n'envisageons pas de compléter la défense extérieure contre l'incendie par la création d'une nouvelle réserve incendie de 600 m³, enterrée ou aérienne, du fait de la couverture de tous les bâtiments par une borne incendie à moins de 150 mètres, ainsi que des travaux du bassin d'incendie évoqués ci-dessus.

En plus du sprinklage existant dans la galerie de liaison entre le bâtiment A et le bâtiment G, nous avons pour projet d'installer un rideau d'eau ayant les caractéristiques suivantes :

- ce rideau sera situé dans la galerie de liaison de ces deux bâtiments, avec un retour de cinq mètres sur les deux côtés extérieurs,
- le poste sera installé dans la galerie de liaison afin de le protéger en cas de risque d'échec sprinkler du bâtiment G,
- le rideau d'eau sera constitué de pulvérisateurs dont les orifices sont ouverts en permanence,
- le rideau d'eau sera alimenté par un poste de contrôle spécifique de type sous eau alimenté par l'installation existante,
- le déclenchement du poste sera constitué par un réseau pilote équipé de sprinklers 93°C installé le long de la façade et de la galerie à protéger sur deux niveaux. Les sprinklers situés à l'extérieur du bâtiment seront sous air compte du risque de gel,
- le débit cumulé de l'installation existante du bâtiment A avec les 46,15 m³/h du nouveau rideau d'eau sera de 519 m³/h ce qui permettra l'alimentation du dispositif avec un seul groupe.

Afin de pouvoir lancer les travaux décrits ci-dessus, nous avons besoin de votre confirmation de l'adéquation entre ces travaux et votre demande de porte coupe-feu 1 heure ou de rideau d'eau de qualité équivalente. »

Par courrier du 2 avril 2009, le service départemental d'incendie et de secours a formulé les observations suivantes :

« Le SDIS a réalisé le 23 mars 2009 la réception de la réserve incendie concourant à la défense extérieure contre l'incendie de votre établissement. Je vous informe que ce point d'eau n'est pas entièrement conforme aux exigences des pompiers. En effet, des anomalies ont été relevées :

- présence de feuilles de végétaux dans les lignes d'aspiration qui a contrarié de manière importante le débit mesuré,
- absence de signalisation indiquant le volume et la destination de la réserve et interdisant le stationnement.

Afin de rendre conforme cette réserve incendie aux exigences des pompiers, il conviendra de procéder à un nettoyage régulier de chacune des six lignes d'aspiration et de signaler le volume de la réserve ainsi que l'interdiction de stationner sur une pancarte. Je vous informe que cette réception ne se substitue en aucun cas à vos obligations de vérification et d'entretien de ce point d'eau. »

Par message électronique du 7 mai 2009, le service départemental d'incendie et de secours a complété son avis suite au courrier de l'exploitant du 19 novembre 2008 : « Le rideau d'eau est nécessaire et doit être alimenté sur le réseau RIA ou PI et non sur EAE pour éviter toute coupure en cas de non fonctionnement du groupe. Il devra également se déclencher automatiquement si sinistre dans l'un ou l'autre bâtiment ou galerie. Le dispositif technique dès que choisi devra être soumis pour avis du SDIS. »

Par courrier du 11 juin 2009, l'industriel a apporté les éléments suivants :

« Vous trouverez ci-dessous les caractéristiques techniques du dispositif envisagé suite à vos prescriptions telles qu'elles ont été agréées ce jour :

- le réseau d'extinction sera situé à la jonction du bâtiment G et de la galerie de communication sur deux niveaux et débordera de cinq mètres de chaque côté de la galerie,
- le déclenchement du rideau d'eau se fera au moyen d'une détection fumée (avec confirmation d'alarme) d'un feu provenant du bâtiment A ou du bâtiment G,
- le poste déluge sera installé dans la galerie de liaison, il sera asservi à la détection fumée et comportera également un déclenchement manuel,
- l'armoire de détection sera installée à côté du poste déluge,
- des reports d'alarme de détection et de passage d'eau seront reportés dans le local SSI sur le tableau sprinklers existant,
- une prise pompier pour injection directe par les services de secours dans le réseau rideau d'eau sera installée à l'extérieur de la galerie,
- en l'état actuel des calculs que nous avons réalisés, l'alimentation d'eau sera connectée sur le réseau RIA existant (présent dans la galerie de liaison), le débit d'eau étant juste suffisant pour les besoins seuls du rideau d'eau,
- en cas de fonctionnement du réseau RIA ou des PI, l'alimentation du rideau d'eau sera compromise et nécessitera donc une réinjection par les services de secours via le dispositif prévu,
- afin de donner au directeur des opérations internes la possibilité de couper manuellement le rideau d'eau pour favoriser les poteaux incendie, nous installerons une vanne de contrôle du poste à l'extérieur près de la prise d'injection dédiée aux services de secours. Cette vanne sera cadenassée par défaut en position ouverte,
- concernant la pression de fonctionnement, nous vérifions que les pompes électriques en place sont suffisantes en fonction des buses que nous installerons,
- le déluge d'eau aura par conception un caractère coupe-feu. Ce dernier ne sera pas lié à une durée puisque le déluge sera alimenté par de l'eau de ville surpressée.»

Par courrier du 6 juillet 2009, le service départemental d'incendie et de secours a formulé les observations suivantes :

« Le SDIS prend acte des dispositions qui seront mise en œuvre et à savoir :

- emplacement à la jonction du bâtiment G et de la galerie sur deux niveaux avec débord de cinq mètres de part et d'autre,
- déclenchement sur détection (bâtiment A ou G) et manuel,
- implantation du poste et armoire détection dans la galerie,
- reports au local SSI sur tableaux sprinklers existants,
- installation d'une prise pompier pour réalimentation du rideau et d'une vanne de contrôle extérieure par défaut en position ouverte,
- alimentation sur réseau de robinets d'incendie armés et poteaux d'incendie pour éviter un non fonctionnement du rideau en cas de pomperie hors service de l'EAE.

Il est à noter qu'en cas d'utilisation des robinets d'incendie armés et ou poteaux d'incendie, l'efficacité du rideau sera compromise avec obligation, sous les ordres du DOI, d'une réalimentation par les moyens pompiers. Toutefois, ce système automatique sera en service automatiquement et aura joué son rôle avant l'arrivée des premiers moyens pompiers.

Après examen de votre courrier, les prescriptions suivantes devront être respectées :

- prévoir un asservissement à la détection incendie pour prévenir également d'un début d'incendie dans la galerie de liaison (en plus des bâtiments A et G prévus),

- installer un ou des demi-raccords de 65 mm en extérieur pour permettre la réalimentation du rideau d'eau et ce en fonction du débit nécessaire,
- positionner les demi-raccords de réalimentation et la vanne située en extérieur au plus près de l'accès des secours et les identifier,
- fournir au SDIS les notes de calculs concernant les débits d'eau nécessaire et pression, la mise à jour du plan d'opération interne ainsi que des scénarios suite à l'installation de ce système.

Sous réserve du respect des dispositions mentionnées ci-dessus, j'émet en ce qui me concerne un avis favorable à la réalisation de ce projet. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Lors du contrôle de l'établissement en mars 2009, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place effective des quatre lignes supplémentaires au niveau du bassin d'incendie et de la signalisation indiquant le volume et la destination de la réserve et interdisant le stationnement était en place. Par courrier électronique du 10 juin 2010, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le rideau d'eau entre les bâtiments A et G était installé. Par message électronique du 23 septembre 2010, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que les hydrants du site n'étaient pas masqués par des véhicules en stationnement et que le plan d'opération interne du site serait actualisé pour mi 2011.

Lors d'une réunion organisée sur le site le 18 février 2011, le service départemental d'incendie et de secours a demandé à l'exploitant la mise en place de deux lignes sèches enterrées indépendantes disposant chacune de trois sorties, alimentées par le bassin incendie du site pour la défense contre l'incendie de la partie sud du nouveau centre de recherche et de développement.

2.5. Avis du CHSCT

Le 17 décembre 2007, le CHSCT a été consulté sur le dossier de demande d'autorisation. Celui-ci a émis un avis favorable à l'unanimité.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. Pollution de l'eau

L'eau provenant du réseau d'adduction publique est utilisée pour les besoins sanitaires du CID et pour l'alimentation des bâches et sprinklers de l'usine. Un disconnecteur est installé sur l'arrivée d'alimentation en eau potable afin d'éviter tout risque de pollution accidentelle du réseau public.

L'eau provenant du forage existant est utilisée à des fins industrielles et domestiques (hors CID), pour l'arrosage des espaces verts, l'alimentation du réseau sprinklers (CID) et du bassin incendie. Ce forage est équipé d'un clapet anti-retour, sa profondeur est de 77 mètres et le débit des deux pompes est de 115 m³/h.

Le nouveau centre de recherche et de développement sera alimenté par le réseau d'adduction publique. L'eau sera utilisée pour le fonctionnement des laboratoires et pour les sanitaires, sa consommation est estimée à 10.000 m³ par an.

Une pompe à chaleur sera mise en place pour le chauffage et la climatisation du nouveau centre de recherche. Pour le fonctionnement de cette pompe à chaleur, deux forages seront réalisés : un forage de prélèvement et un forage de réinjection. Ces ouvrages d'une profondeur de quarante mètres capteront uniquement la nappe des Calcaires de Pithiviers.

Ils fonctionneront à un débit de 100 m³/h pour le prélèvement comme pour la réinjection en période de chauffage d'octobre à avril et à un débit de 60 m³/h en période de climatisation de mai à septembre, 14 heures par jour pendant 5 jours sur 7 et à moitié régime le reste du temps.

Le volume annuel en terme de prélèvement et de réinjection sera d'environ 500.000 m³, l'intégralité des volumes prélevés sera réinjectée dans le même aquifère. Les ouvrages seront équipés de compteurs volumétriques, un contrôle automatique des niveaux avec transmission à une centrale de contrôle sera mis en place.

Les eaux pompées et réinjectées dans la nappe des Calcaires de Pithiviers circuleront dans un circuit différent du circuit frigorifique/circuit de chauffage.

L'eau de la nappe échangera la chaleur avec un fluide contenu dans un circuit totalement disjoint du circuit des eaux pompées et réinjectées, à aucun moment, les eaux de la nappe ne seront en contact avec un autre fluide excluant ainsi les risques de contamination de l'eau par les installations de la pompe à chaleur.

Le réseau du site est de type séparatif :

- les eaux sanitaires y compris celles du nouveau centre de recherche et de développement ainsi que les effluents industriels de l'usine et du nouveau centre de recherche sont évacués dans le bassin tampon du site d'un volume de 300 m³ où ils sont aérés et homogénéisés. L'ensemble des effluents est ensuite pompé, rejeté en un point au réseau communal « eaux usées » pour être ensuite traités par la station d'épuration de La Chapelle Saint Mesmin, puis rejetés en Loire,
- les eaux pluviales de voiries et de stationnement de tout le site y compris celles du nouveau centre de recherche et de développement sont collectées dans le bassin d'orage d'une capacité nominale de 10.000 m³, puis rejoignent en un seul point le réseau communal « eaux pluviales », avant leur rejet dans la Bionne. Ces eaux pluviales sont traitées par trois séparateurs d'hydrocarbures ayant les mêmes caractéristiques, à savoir : débit de pointe 1600 l/s et débit de traitement 47l/s,
- les eaux pluviales de toitures du site y compris celles du centre de recherche sont rejetées dans le bassin d'orage du site.

Une convention de rejet a été établie en mai 2005 entre Les Parfums Christian DIOR et la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire. Cette convention sera réactualisée après les études qui seront réalisées par l'exploitant et par la communauté d'agglomération.

L'industriel procède à la surveillance de la qualité des effluents industriels rejetés au réseau communal « eaux usées ». Les résultats des analyses réalisées par l'exploitant sont conformes aux valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 Janvier 1993.

Les Parfums Christian DIOR sont un établissement à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface. A ce titre, la 2^{ème} phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets de l'installation doit être mise en œuvre ainsi que stipulé dans la circulaire du 5 janvier 2009. A cette fin, il a été imposé à l'exploitant, par arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2010, une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement, à savoir celui de la chimie-cosmétiques ainsi que la remise d'un rapport d'analyse par l'exploitant permettant de déterminer quelles substances devront être surveillées de façon pérenne sur le site.

3.1.2. Pollution de l'air

Les principales émissions atmosphériques générées par les activités du site sont liées aux installations de combustion, aux installations mettant en œuvre des poudres et aux installations mettant en œuvre de solvants. Depuis le dépôt du dossier de demande d'extension des activités de l'établissement, l'exploitant a procédé à la suppression des six tours aéroréfrigérantes utilisées sur son site.

Les sept installations de combustion fonctionnent exclusivement au gaz naturel. Une campagne de mesures portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus de ces installations a été réalisée en novembre 2009. Les résultats de ces mesures sont conformes aux prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux installations de combustion soumises au régime de la déclaration.

Les poussières émises lors du broyage, de la fabrication et du conditionnement des poudres sont récupérées par des manches filtrantes et des dépoussiéreurs.

En 2009, Les Parfums Christian DIOR ont consommé environ 1270 tonnes de solvants. Ces solvants sont utilisés pour la fabrication des parfums, des vernis à ongles, des produits de maquillages et de soins et dans les laboratoires du centre de recherche et de développement.

Conformément à l'article 28.1. de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, le plan de gestion des solvants au titre de l'année 2009 a été établi et transmis à l'inspecteur des installations classées. Il est à noter que le plan de gestion des solvants Des parfums Christian DIOR inclut les activités du centre de recherche et de développement.

- les émissions canalisées de composés organiques volatils (éthanol, acétate d'éthyle, acétate de butyle, isopropanol) se sont élevées à 3,7 tonnes,
- les émissions diffuses de composés organiques volatils (éthanol, acétone, isododécane) se sont élevées à 39,9 tonnes.

Pour la production de parfumants, une matière première contenant une substance à phrase de risque R45 est utilisée, sa consommation s'est élevée à 5 kg en 2010. Pour la production de rouges à lèvres, une matière première contenant une substance à phrase de risque R61 est utilisée, sa consommation s'est aussi élevée à 5 kg en 2010. Ces deux substances à phrases de risques sont rejetées de manière diffuse.

Des composés organiques volatils à phrases de risque et/ou appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié sont utilisés dans les différents laboratoires de recherche et de développement du site. Les émissions de ces composés sont canalisées par l'intermédiaire des sorbonnes équipant les laboratoires.

En 2009, les émissions totales (canalisées et diffuses) de COV ont représenté 3,43 % de la quantité totale de solvants utilisés sur le site.

3.1.3. Les déchets

Les principaux déchets générés par le fonctionnement des Parfums Christian DIOR sont les suivants :

- des cartons (855 tonnes/an). Ils sont récupérés par la société VEOLIA en vue de leur recyclage en papeterie,
- des déchets industriels banals en mélange (330 tonnes/an). Ils sont récupérés par la société VEOLIA pour être incinérés par la société ORVADE,
- des palettes (172 tonnes/an). Elles sont récupérées par la société BURBAN PALETTES pour être recyclées,
- d'alcool (83 tonnes/an). Il est repris par la société DISLAUB en vue de sa régénération,
- des produits d'image (rebuts de fabrication, produits semi-finis, articles de conditionnement,... : 275 tonnes/an) sont récupérés soit par la société CEDRE pour les produits 100% recyclables, soit par la société ORVADE pour les produits non dangereux, soit par la SARP pour les produits dangereux),
- des fûts souillés recyclables et non recyclables (91 tonnes/an). Ils sont repris soit par la SAIRP, soit par la société DUO EMBALLAGE WILLEM.

3.1.4. Le bruit

Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées, des mesures de niveaux sonores ont été réalisées en 5 points (cf plan joint) en périodes de jour et de nuit pendant le fonctionnement de l'établissement :

- point n°1 : limite de propriété sud, côté RN 152,
- point n°2 : limite de propriété sud-ouest, côté RN 60,
- point n°3 : limite de propriété ouest,
- point n°4 : limite de propriété nord,
- point n°5 : limite de propriété nord-ouest, côté RN 152.

Les résultats des mesures de bruit ambiant sont les suivants :

Points	Mesures diurnes (en dB(A))	Mesures nocturnes (en dB(A))
1	63,5	57
2	66,5	60
3	48	43
4	53	51,5
5	59	49

Des mesures de niveaux sonores ont été effectuées en périodes de jour et de nuit pendant l'arrêt des activités du site au droit des habitations les plus proches :

- habitations situées à 15 mètres du point n°1,
- habitations situées à 250 mètres du point n°3.

Les résultats des mesures de bruit résiduel sont les suivants :

Points	Mesures diurnes (en dB(A))	Mesures nocturnes (en dB(A))
1	60	57
3	46	42

Les résultats obtenus montrent que :

- les valeurs maximales pour les périodes de jour (70 dB(A)) et de nuit (60 dB(A)) sont respectées,
- les émergences réglementaires admissibles de 5 dB(A) en période de jour et de 3 dB(A) en période de nuit sont respectées au droit des habitations les plus proches du site.

Les activités du nouveau centre de recherche et de développement auront peu d'impact compte tenu que les équipements sources de bruit seront installés à l'intérieur du bâtiment. La pompe à chaleur et le groupe électrogène seront implantés en sous-sol.

3.1.5. Les risques

Les principaux risques générés par les activités du site sont l'incendie et l'explosion. Afin d'appréhender les conséquences d'un sinistre sur l'environnement, plusieurs scénarios ont été étudiés : incendie du stockage du bâtiment G, incendie du local de matières dangereuses du bâtiment G, incendie du stockage du bâtiment A, incendie de la zone de fabrication des vernis à ongles, incendie dans la cave à parfums, incendie du stockage U3 du CID, incendie du stockage U2 du CID, incendie de la zone de rétention de la zone de dépotage d'éthanol, incendie de la cuvette de rétention de la cuve aérienne d'éthanol et explosion de la cuve aérienne d'éthanol.

Les résultats des scénarios relatifs à l'incendie du stockage du bâtiment G, du local de matières dangereuses du bâtiment G, du bâtiment A, de la zone de fabrication des vernis à ongles, dans la cave à parfums, de la cuvette de rétention de la cuve aérienne d'éthanol montrent que les flux thermiques de 3 kW/m² et de 5 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété du site.

Les résultats du scénario concernant l'explosion de la cuve aérienne d'éthanol montrent que les ondes de surpression jusqu'à 20 mbar ne sortent pas des limites de propriété du site.

Les résultats du scénario relatif à l'incendie du stockage U3 du CID montrent que le flux thermique de 5 kW/m² ne sort pas des limites de propriété du site. Le flux thermique de 3 kW/m² sort des limites de propriété du site et atteint une zone boisée appartenant à la ville d'Orléans. La prise en compte du réseau de sprinklers du stockage U3 permet de contenir le flux thermique de 3 kW/m² à l'intérieur des limites de propriété du site.

Les résultats du scénario concernant l'incendie du stockage U2 du CID montrent que les flux thermiques de 3 kW/m² et de 5 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété du site.

Les résultats du scénario relatif à l'incendie de la zone de dépotage d'éthanol montrent que les flux thermiques de 3 kW/m² et de 5 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété du site. Le bâtiment A pourrait être impacté par l'incendie de la zone de dépotage. La présence d'un mur coupe-feu trois heures sur deux façades du bâtiment A permet d'éviter l'extension d'un sinistre vers ce bâtiment.

En cas d'incendie généralisé du bâtiment G, la galerie de liaison reliant le bâtiment A au bâtiment G serait concernée par le flux thermique de 8 kW/m². Afin de réduire les risques de propagation d'un incendie par la galerie, un rideau d'eau de débit 46,15 m³/h à double détection incendie qui peut être déclencher automatiquement à partir des bâtiments A et G ou de la galerie, et/ou manuellement à l'intérieur de la galerie a été installé début juin 2010. Une prise pompier pour réalimenter le rideau et une vanne de contrôle extérieure par défaut en position ouverte ont aussi été installées. L'alimentation du rideau d'eau est réalisée à partir du réseau des RIA piqué sur les poteaux d'incendie, eux-mêmes alimentés par le réseau d'adduction publique.

Une prise pompier pour injection directe par les services de secours dans le réseau rideau d'eau ainsi qu'une vanne de contrôle par défaut en position ouverte ont été installées.

Afin de limiter les conséquences d'un sinistre sur l'environnement, l'établissement dispose :

- de détections automatiques d'incendie et de gaz reliées au poste central de surveillance du site,
- pour le CID, d'une installation de sprinklage alimentée par deux bâches d'un volume unitaire de 620 m³ munie chacune d'un surpresseur d'un débit de 410 m³/h fonctionnant au fuel. Elles sont alimentées en eau par le forage du site,
- pour les bâtiments A et G, pour la passerelle et pour le local compresseur du bâtiment, d'une installation de sprinklage alimentée par une bache à eau d'un volume de 650 m³ à remplissage automatique et par une bache à eau d'un volume de 850 m³, chaque bache est reliée à un surpresseur d'un débit de 520 m³/h fonctionnant au fuel. Elles sont alimentées en eau par le réseau d'adduction publique,

- d'un bassin incendie d'un volume de 5000 m³ équipé de six lignes de débit unitaire 60 m³/h, alimenté par le forage,
- de RIA,
- de 10 poteaux d'incendie d'un débit unitaire minimal de 60 m³/h répartis dans toutes les zones,
- d'une réserve d'émulseur de 2000 litres et d'une réserve d'émulseur de 100 litres alimentant les deux RIA de la cave à parfums,
- d'un système d'extinction automatique à CO₂ pour la zone de fabrication des vernis,
- d'extincteurs à poudre, à eau pulvérisée et à CO₂.

Le local de matières dangereuses du bâtiment G est constitué de murs et de portes coupe-feu de degré une heure. Les murs de la cave à parfums sont coupe-feu deux heures. Un mur coupe-feu de degré trois heures sépare les zones de stockage U2 et U3 du CID. Le nouveau centre de recherche et de développement sera équipé de détecteurs incendie et d'extincteurs. Il ne sera pas sprinklé compte tenu des potentiels calorifiques présents dans le bâtiment limités.

Afin de contenir les eaux d'extinction d'un sinistre sur le site, l'exploitant dispose d'un bassin d'orage d'une capacité nominale de 10.000 m³, cette capacité est suffisante pour récupérer la totalité des eaux d'extinction d'un sinistre. Une vanne de barrage à commande manuelle permettant d'isoler le site du réseau communal « eaux pluviales ».

Un plan d'opération interne a été élaboré par l'exploitant, ce document a été actualisé en juillet 2009.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1. En relation avec la procédure d'instruction

Les prescriptions suivantes ont été introduites dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :

- les débits et volumes maximaux prélevables par le forage existant du site et la pompe à chaleur (article 4.1.1.2. du projet d'arrêté préfectoral),
- la distance d'au moins dix mètres entre les stockages extérieurs de matériaux combustibles et la façade du bâtiment ainsi que la distance portée à quinze mètres au moins pour le stockage des bouteilles de gaz destiné à l'alimentation des chariots élévateurs (article 7.2.2. du projet d'arrêté préfectoral),
- les préconisations et demandes du service départemental d'incendie et de secours et notamment en ce qui concerne le rideau d'eau et ses équipements ainsi que la mise en place de deux lignes sèches enterrées indépendantes disposant chacune de trois sorties, alimentées par le bassin incendie du site pour la défense contre l'incendie de la partie sud du nouveau centre de recherche et de développement (article 7.7.4. du projet d'arrêté préfectoral) et l'actualisation du plan d'opération interne (article 7.7.6.2. du projet d'arrêté préfectoral).

4. AVIS DU SERVICE D'INSPECTION ET CONCLUSIONS

L'ensemble des remarques et observations formulées par les différents services de l'état consultés dans le cadre de l'instruction du dossier concernant notamment les moyens de lutte contre un sinistre a été pris en compte par les Parfums Christian DIOR et fait l'objet de prescriptions dans le cadre de l'arrêté préfectoral soumis à l'avis des membres du CODERST. Le commissaire-enquêteur et les services de l'état consultés sur ce dossier ont émis un avis favorable.

Conformément à l'article R.512-25 du code de l'environnement et considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par les Parfums Christian DIOR, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Elle propose donc aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement cette demande.

L'inspecteur des installations classées

SIGNE

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret – D.D.P.P./S.E.I. - 45042 ORLEANS CEDEX

SIGNE

